

Rwanda : le président du CICR dénonce les « responsabilités majeures » de la communauté internationale

Corine Lesnes, Isabelle Vichniac

Le Monde, 9 mai 1994

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga, de passage à Paris vendredi 6 mai, a estimé que la communauté internationale n'a pas le droit d'abandonner le Rwanda et jugé « inadmissible » d'entendre « certains cercles occidentaux » plaider pour un désengagement « dans des pays de ce genre, déçus par ce qui a été fait auparavant et qui n'aurait servi à rien ». « La communauté internationale a aussi des responsabilités majeures dans la situation actuelle, nous a déclaré M. Sommaruga. Il n'y a pas eu unité de doctrine. On a vu des armes entrer régulièrement, encore au moment de la signature des accords d'Arusha. Tout cela ne s'est pas fait sans appuis extérieurs et ceux-ci ne viennent pas seulement des pays africains. »

M. Sommaruga pense qu'il y a « moyen d'arrêter les massacres ». Il cite en exemple l'action du CICR à Kigali auprès de l'armée rwandaise, des rebelles du FPR et des milices hutus, efforts qui ont abouti à la distribution de vivres à 65 000 habitants de la capitale et à l'évacuation de 350 orphelins tutsis de la localité de Gisenyi vers le Zaïre, sous escorte militaire rwandaise.

Cependant, la veille, à Genève, le CICR avait déploré que l'église de la Sainte-Famille à Kigali, où plus de six mille civils « terrorisés » avaient cru pouvoir être à l'abri, ait subi un assaut faisant treize morts et une centaine de blessés. Ces derniers ont pu être transportés et soignés à l'hôpital du CICR ainsi que dans un dispensaire récemment ouvert. Le CICR est la seule organisation humanitaire présente à Kigali avec deux membres de MSF incorporés à la Croix-Rouge pour leur sécurité. Le président du CICR s'est dit favorable à une action des forces de l'ONU pour autant qu'elles disposent d'un « commandement » et d'un « mandat » qui soient « clairs », préalable indispensable pour éviter une dérive à la somalienne. M. Sommaruga, qui estime que la France a un « rôle particulier à jouer », a rencontré le président François Mitterrand, mercredi, avant d'être reçu, jeudi, au Quai d'Orsay et par Jacques Chirac à la mairie de Paris.

D'autre part Mme Sadako Ogata, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a adressé jeudi un message de remerciements à la Tanzanie, qui, « une fois de plus, a

fait montre de sa générosité envers les réfugiés ». Ce pays de quelque quinze millions d'habitants a en effet accueilli depuis le début des hostilités, au bas mot 250 000 réfugiés du Rwanda, dont la moitié sont des enfants. Le HCR déclare avoir besoin d'urgence de 38,5 millions de dollars pour être en mesure de poursuivre son assistance aux réfugiés rwandais au cours des trois prochains mois.